



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de commissaires aux comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 décembre 2018

Easyvista S.A.

Immeuble Horizon 1

10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de commissaires aux comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Siège social : Immeuble Horizon 1
10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Capital social : € 3 147 969

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société Easyvista S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société EASYVISTA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note II.2.9 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables retenues et à vérifier les informations présentées en annexe.
- Les notes II.2.11 « Impôts sur les sociétés et impôts différés » et IV.16 « Impôts différés » de l'annexe exposent les principes retenus par la société en matière d'impôts différés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'activation des déficits reportables, à vérifier les calculs effectués par la société et à vérifier que ces notes de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 24 avril 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Eric Lefevre
Associé

Paris, le 24 avril 2019

Audit Eurex


Sandrine Jeanjacquot
Associée

GROUPE EASYVISTA

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2018

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Bilan consolidé au 31 décembre 2018	2 - 3
Compte de résultat consolidé	4 - 5
Tableau de flux de trésorerie	6
Annexe au bilan et au compte de résultat consolidés	7

BILAN ACTIF

En €

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	Déc 2018	Déc 2017
Capital souscrit non appelé				
Ecart d'acquisition	5 821 585	2 467 841	3 353 744	3 353 744
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 828 205	1 348 754	479 451	703 673
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	888 591	755 303	133 289	311 007
Concessions, brevets et droits similaires	645 248	481 966	163 282	255 870
Fonds commercial	0	0	0	1
Autres immobilisations incorporelles	294 365	111 485	182 880	136 794
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 330 784	1 760 752	570 032	461 560
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillage	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	2 259 053	1 760 752	498 300	461 560
Immobilisations en cours	71 732	0	71 732	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	308 281	0	308 281	262 480
Participations par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	308 281	0	308 281	262 480
ACTIF IMMOBILISE	10 288 854	5 577 347	4 711 508	4 781 456
STOCKS ET EN-COURS	0	0	0	0
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production de biens	0	0	0	0
En-cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
FRS: AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	6 365	0	6 365	41 552
CREANCES	17 250 321	160 753	17 089 568	10 446 177
Créances clients et comptes rattachés	14 148 019	160 753	13 987 266	9 527 060
Autres créances	3 102 302	0	3 102 302	919 117
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
DIVERS	3 584 320	14 295	3 570 025	5 047 301
Valeurs mobilières de placement	952 911	14 295	938 616	1 768 215
(dont actions propres)	747 572	0	747 572	668 215
Disponibilités	1 000 925	0	1 000 925	1 164 735
Impôts différés actif	1 630 484	0	1 630 484	2 114 351
COMPTES DE REGULARISATION	667 150	0	667 150	592 913
Charges constatées d'avance	667 150	0	667 150	592 913
ACTIF CIRCULANT	21 508 155	175 048	21 333 107	16 127 944
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
Ecart de conversion - Actif	1	0	1	0
TOTAL GENERAL	31 797 011	5 752 395	26 044 616	20 909 400

BILAN PASSIF

En €

<i>Rubriques</i>	<i>Déc 2018</i>	<i>Déc 2017</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 3 147 969	3 147 969	3 143 102
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 043 408	5 992 190
Ecart de réévaluation	0	0
Réserve légale	86 767	86 767
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	-14 921 756	-11 485 726
Ecart de conversion sur le résultat	-14 956	15 683
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 290 731	-3 451 713
Ecart de conversion	-626 758	12 816
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
CAPITAUX PROPRES	-3 994 595	-5 686 881
Produits des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
AUTRES FONDS PROPRES	0	0
Provisions pour risques	329 818	0
Provisions pour charges	859 596	642 915
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 189 414	642 915
DETTES FINANCIERES	8 588 911	9 578 741
Emprunts obligataires convertibles	7 500 000	7 500 000
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 074 089	2 059 976
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	14 822	18 765
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
DETTES D'EXPLOITATION	11 088 536	8 364 560
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 963 915	2 907 493
Dettes fiscales et sociales	7 124 621	5 457 067
DETTES DIVERSES	604 420	45 813
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	604 420	45 813
COMPTES DE REGULARISATION	8 567 931	7 964 251
Produits constatés d'avance	8 567 931	7 964 251
DETTES	28 849 797	25 953 365
Ecart de conversion passif	0	0
TOTAL GENERAL	26 044 616	20 909 400

COMPTE DE RESULTAT

En €	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
	Total	Total
Vente de marchandises	14 472 061	6 949 008
Production vendue de biens	-	-
Production vendue services	22 926 598	21 803 140
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	37 398 660	28 752 148
Production stockée	-	-
Production immobilisée	59 096	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises/provisions & transferts de charges	268 396	368 320
Autres produits	40 731	46 739
PRODUITS D'EXPLOITATION	37 766 883	29 167 207
Achat d'études	4 015 146	1 097 711
Achat Marchandises	63 780	-
Variation de stocks	-	-
Achats de mat. 1ères et autres appros	-	-
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	6 948 125	8 532 474
Impôts, taxes et versements assimilés	788 697	631 649
Salaires et traitements	15 547 542	13 902 653
Charges sociales	6 162 592	4 929 480
	-	-
Dotations d'exploitation	-	-
* Sur immobilisations : dotations aux amortissements	640 988	514 828
* Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	-	-
* Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	75 274	166 208
* Pour risques et charges : dotations aux provisions	548 365	-
Autres charges	301 649	163 455
CHARGES D'EXPLOITATION	35 092 158	29 938 459
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 674 725	- 771 252
De Participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	43 563	29 180
Reprises/provisions et transfert de charges	93 953	0
Différences positives de change	616 505	16 624
Produits nets sur cessions de VMP	-	-
PRODUITS FINANCIERS	754 021	45 804
Dot° aux amortissements, provisions et dépréciations	12 429	0
Intérêts et charges assimilées	430 602	662 614
Différences négatives de change	16 352	1 598 953
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-
CHARGES FINANCIERES	459 383	2 261 568
RESULTAT FINANCIER	294 638	- 2 215 763
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 969 363	- 2 987 016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	357 457	19 773
Produits exceptionnels sur opérations en capital	116 903	34 342
Reprises provisions et transfert de charges	-	662 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	474 360	716 115

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	494 070	983 004
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	9 708	4 937
Dotations aux amortissements et provisions	0	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	503 778	987 942
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 29 418	- 271 826
Participation des salariés au résultat	-	-
Impôt exigible sur les bénéfices	- 162 730	- 204 298
Impôts différés	- 483 867	11 426
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-
Ecart de consolidation	- 2 618	
Total des produits	38 995 263	29 940 553
Total des charges	36 704 532	33 392 266
BENEFICE OU PERTE	2 290 731	- 3 451 713

Résultat par action	1,38	-2,09
Résultat dilué par action	1,38	-2,09

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En €

Jan 2018-Déc 2018

Jan 2017-Déc 2017

Flux liés à l'activité	464 852	(2 819 494)
Résultat Net	2 290 731	(3 451 713)
Elimination des éléments non monétaires	1 218 958	(176 220)
Plus ou moins values de cessions	(60 771)	(32 608)
Impôts différés	483 867	(11 426)
CAF	3 932 784	(3 671 968)
Variation Créances	(9 040 056)	(3 927 381)
Variation Dettes	5 100 609	4 743 800
Variation comptes de régularisation	416 868	80 001
PTJ	54 647	(43 947)
Variation BFR	(3 467 932)	852 474
Flux liés aux opérations d'investissements	(594 643)	(1 382 812)
Acquisition d'immobilisations	(638 288)	(1 390 615)
Cessions d'immobilisations	24 894	13 385
Variation du contrat de liquidités long terme	18 751	(5 582)
Dividendes versés aux actionnaires	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Subventions d'investissement reçues	0	0
Flux liés aux opérations financières	138 283	(312 943)
Augmentation de capital en numéraire	56 086	0
Réduction de capital	0	0
Emission d'emprunt	222 071	94 858
Remboursement d'emprunts	(190 786)	(437 418)
Cession nette des actions propres	50 913	29 617
Ecart de conversions	13 358	(53 232)
Variation de trésorerie Totale	21 850	(4 568 481)

Trésorerie d'ouverture	1 386 374	5 954 855
Total Variation de trésorerie	21 850	(4 568 481)
Variation de trésorerie	21 850	(4 568 481)
Variation des intérêts courus à payer	0	0
Trésorerie de clôture	1 408 224	1 386 374
Intérêts courus à payer clôture	(11 064)	(5 875)
Intérêts courus à payer variation	(5 189)	90 275

<p style="text-align: center;">ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES ET EVENEMENTS POST CLOTURE</p>
--

NOTES PREALABLES

L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en Euros sauf spécification contraire.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au titre de l'année 2018, EASYVISTA a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de près de 37,4 M€ en progression de 30,0% par rapport à la période correspondante de l'exercice 2017. La croissance de 8,6 M€ du chiffre d'affaires en 2018 est principalement portée par la France et les Etats-Unis. Dans ces pays, l'activité a respectivement enregistré des progressions de +32% et +38% à taux constants. Cette dynamique commerciale soutenue s'est traduite par le gain net de 89 nouveaux clients. EASYVISTA a également bénéficié de la dynamique liée à la solution Self Help, déployée à la suite de l'acquisition de KNOWESIA, dont l'intégration opérationnelle et juridique est désormais pleinement effective.

Au cours de l'exercice 2018, EASYVISTA a enregistré un résultat d'exploitation qui s'élève à +2,67 M€ contre -0,77 M€ en 2017, lors de la même période.

L'évolution du résultat financier, en progression de 2,5 M€ sur la période, est liée aux écarts favorables de change enregistrés sur les fonds propres de la filiale américaine. Les intérêts liés aux obligations convertibles souscrites au second semestre 2016 se sont poursuivis en 2018. Après prise en compte d'un montant d'impôt de 0,7 M€, le résultat net ressort à +2,3 M€, contre -3,5 M€ au titre de 2017.

Dans le cadre de sa stratégie de différenciation technologique, le groupe avait procédé à l'acquisition de KNOWESIA en juillet 2017, renforçant son offre « selfcare ». Cette solution dorénavant commercialisée sous le nom EasyVista Self Help permet aux entreprises de réduire fortement le temps de résolution des problématiques IT. Au terme du processus d'intégration opérationnelle et par décision du Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22 octobre 2018, la filiale KNOWESIA a été dissoute sans liquidation et son patrimoine transmis à EASYVISTA SA le 29 décembre 2018.

Dans ce contexte de simplification de la structure juridique du groupe, la filiale RIFT TECHNOLOGIE a également fait l'objet d'une Transmission Universelle du Patrimoine à la même date.

Aucun autre élément postérieur au 31 décembre 2018 susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes présentés n'est intervenu.

II – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables,
- . indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

2. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986, et en application du règlement CRC 99-02.

Les sociétés dans lesquelles EasyVista exerce directement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.1 Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

2.2 Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces immobilisations dans le patrimoine de la société.

L'amortissement pour les comptes consolidés a été calculé selon le mode linéaire considéré représentatif de l'amortissement économique et ce pour l'ensemble du groupe.

Ecarts d'acquisition :

Ils sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition de KNOWESIA ne fait pas l'objet d'un amortissement. Un test de dépréciation a été réalisé à la clôture, conformément à la réglementation applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

En application du règlement CRC2002-10, des tests de dépréciation ont été réalisés sur les écarts d'acquisition afin de déterminer une éventuelle perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle estimée. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'hypothèses qualitatives et quantitatives ainsi que sur les flux de trésorerie issus des prévisions d'exploitation estimées par la Direction du Groupe pour l'exercice à venir. Les résultats de ces tests ont permis de constater qu'aucune dépréciation ne s'avérait nécessaire au 31 décembre 2018 pour l'écart d'acquisition Knowesia.

Pour mémoire, les écarts d'acquisitions relatifs aux filiales situées en Espagne, au Portugal, en Italie et au Royaume-Uni étaient déjà intégralement dépréciés depuis le 31 décembre 2016.

Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement sont valorisés au prix d'acquisition constitués du coût de production des biens et services.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 ans.

Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

Les frais de recherche et développement n'ont pas été capitalisés sur l'exercice 2018, ils sont directement inscrits en charges.

Immobilisations corporelles :

Les agencements sont amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Le matériel et le mobilier de bureau, selon la nature des biens acquis, ont été amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Le matériel de transport est amorti sur une durée de 4 ans.

Les dispositions des règlements du comité de la réglementation comptable portant sur les actifs (CRC2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, et CRC2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont été dépréciées au cas par cas pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4 Disponibilités et VMP

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

2.5 Opérations en devises étrangères

Les achats et les ventes en devises sont enregistrés au taux du jour des opérations.

En fin de période, la société calcule, devise par devise, ses positions de change relatives aux créances et dettes. Les écarts de change latents (pertes et gains) sont portés au compte de résultat.

2.6 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euros au taux de change à la date de clôture. Les comptes de résultats et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion engendrées par la conversion en Euros des comptes des sociétés étrangères sont portées dans les capitaux propres sur la ligne intitulée « Ecart de conversion ».

2.7 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, contractuel ou découler des pratiques de la société.

2.8 Engagements de retraite

Les engagements de retraite et avantages assimilés ont été évalués en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées appliquée séparément à chaque salarié. Cette méthode permet de répartir la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés, en provisions pour risques et charges. Ces provisions ne concernent que la société mère, Knowesia ayant une population salariée très jeune et étant intégrée que depuis peu.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de la provision pour IDR au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

	Cadres	Non cadres
Taux d'actualisation	1,60%	1,60%
Taux de turn-over	Faible	Faible
Taux de revalorisation salariale	3,00%	3,00%
Age de départ en retraite	66	65
Table de mortalité	TH TF 00-02	TH TF 00-02

2.9 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de licences (perpétuelles ou renouvelables), dont le revenu est reconnu en début de période lors du transfert de propriété, et de certaines autres prestations, dont le revenu est reconnu au fur et à mesure de leur exécution.

Le chiffre d'affaires comprend également des contrats d'abonnement (Saas), d'hébergement et de maintenance, dont le revenu est reconnu en résultat en tenant compte de la période d'abonnement courue sur l'exercice. Le montant du revenu lié aux prestations à effectuer sur l'exercice suivant est différé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

Le chiffre d'affaires est essentiellement issu de :

- contrats de licences perpétuelles (ou licences « classiques ») pour lesquels le revenu est reconnu intégralement lors de l'envoi au client de la clef d'activation du logiciel.
- contrats de licences « renouvelables », par lequel le client dispose d'un accès au logiciel pour une période définie par contrat (le plus souvent, 36 mois). La maintenance du logiciel est assurée par Easyvista durant toute la période. A la demande du client, le logiciel peut être hébergé sur des serveurs externes supervisés par Easyvista. Pour ces contrats, le revenu est reconnu de la manière suivante : 80% du montant total du contrat au titre de la redevance de licence renouvelable est reconnu en revenu lors de l'envoi au client de la clef d'activation du logiciel, tandis que 20% du montant total du contrat est reconnu en revenu de manière linéaire sur la durée totale du contrat, au titre des prestations de maintenance et le cas échéant d'hébergement (prestations de « managed services »).
- contrats d'abonnement « SaaS » (« Software as a Service ») par lequel le client dispose d'un accès à distance au logiciel sur une plate-forme administrée par Easyvista. Pour ces contrats, le revenu est reconnu de manière linéaire sur la période d'abonnement.
- contrats de maintenance de logiciel, pour lesquels le revenu est reconnu de manière linéaire sur la période définie par le contrat.
- contrats de prestations de services pour lesquels le revenu est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

2.10 Crédits d'Impôts

Aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé sur l'exercice 2018.

Il a été constaté un crédit d'impôt innovation de 240.000 euros au titre des exercices comptables 2015, 2016 et 2017 dans la société mère EASYVISTA SA.

Il a été constaté un crédit d'impôt innovation au titre de l'exercice comptable 2018 au titre des projets réalisés par la société KNOWESIA.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi représente 85.416 € au titre de l'année 2018.

Il est demandé le remboursement du CICE par la société mère.

2.11 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôts. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est à dire au dernier taux connu à la date de clôture. Les actifs d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque la société n'a pas l'assurance de les imputer à court terme.

2.12 Modalités de calcul des résultats par action

Le résultat par action et le résultat dilué par action sont calculés en conformité avec les modalités de l'avis n°27 de l'O.E.C.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de principe comptable ni de présentation ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu au cours de l'exercice 2018.

III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés	Siège	Pourcentage d'intérêt au 31/12/2018	Méthode de consolidation 2017	Méthode de consolidation 2018	N° Siret
EasyVista SA	Noisy-le-Grand (France)	Société Mère	IG	IG	34784894700037
EasyVista S.L	Madrid (Espagne)	100%	IG	IG	B81267767
EasyVista S.r.l.	Milan (Italie)	100%	IG	IG	03455710966
EasyVista SA	Lisbonne (Portugal)	100%	IG	IG	501926003
EasyVista Ltd	Berkhamsted (Royaume-Uni)	100%	IG	IG	3516042
EasyVista Inc	Cambridge (Etats-Unis)	100%	IG	IG	04-3484009
Logiciels EasyVista Inc	Montréal (Canada)	100%	IG	IG	1168355932
EasyVista GmbH	Munich (Allemagne)	100%	IG	IG	HRB 203560 München

IG = Intégration globale

NC = Non consolidé

IV – COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. IMMOBILISATIONS

En €	Début exercice	Variation de change	Acquisitions	Variation de périmètre	Cessions Diminutions Reclassement	Fin exercice
Ecart d'acquisition	5 821 585	-	-	-	-	5 821 585
ECARTS D'ACQUISITION	5 821 585	-	-	-	-	5 821 585
Frais d'établissement, de recherche & développement	888 591	-	-	-	-	888 591
Autres postes d'immobilisations incorporelles	772 534	5 613	161 466	-	-	939 614
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 661 125	5 613	161 466	-	-	1 828 205
Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	1 971 561	(1 501)	290 655	-	(1 663)	2 259 053
Immobilisations corporelles en cours	-	-	71 732	-	-	71 732
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 971 561	(1 501)	362 387	-	(1 663)	2 330 784
Participations mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	262 479	(18 562)	112 108	(24 744)	(23 000)	308 281
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	262 479	(18 562)	112 108	(24 744)	(23 000)	308 281
TOTAL GENERAL	9 716 750	(14 450)	635 962	(24 744)	(24 663)	10 288 855

2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de change	Dotations	Variation de périmètre	Reprises Diminutions	Fin exercice
Ecart d'acquisition	(2 467 841)	-	-	-	-	(2 467 841)
ECARTS D'ACQUISITION	(2 467 841)	-	-	-	-	(2 467 841)
Frais d'établissement, de recherche & développement	(577 584)	-	(177 718)	-	-	(755 303)
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(379 870)	(3 924)	(209 657)	-	-	(593 451)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(957 454)	(3 924)	(387 375)	-	-	(1 348 754)
Terrains	0	-	-	-	-	0
Constructions	0	-	-	-	-	0
Installations techniques, matériel et outillage	0	-	-	-	-	0
Autres immobilisations corporelles	(1 510 000)	2 861	(153 331)	(100 282)	-	(1 760 752)
Immobilisations corporelles en cours	0	-	-	-	-	0
Avances et acomptes	0	-	-	-	-	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(1 510 000)	2 861	(153 331)	(100 282)	-	(1 760 752)
Participations mises en équivalence	0	-	-	-	-	0
Autres participations	0	-	-	-	-	0
Autres titres immobilisés	0	-	-	-	-	0
Prêts et autres immobilisations financières	(0)	-	-	-	-	(0)
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(0)	-	-	-	-	(0)
TOTAL GENERAL	(4 935 295)	(1 063)	(540 706)	(100 282)	-	(5 577 347)

L'intégralité des dotations est relative à des amortissements linéaires

3. ECARTS D'ACQUISITION

En €	Début exercice	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie)	600 382				600 382
Easyvista Ltd (Royaume Uni)	1 867 455				1 867 455
Knowesia (France)	3 353 744				3 353 744
Ecarts d'acquisition - Valeur brute	5 821 581	0	0	0	5 821 581
Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie)	(600 382)				(600 382)
Easyvista Ltd (Royaume Uni)	(1 867 455)				(1 867 455)
Knowesia (France)					0
Ecarts d'acquisition - Dépréciation et amortissements	(2 467 837)	0	0	0	(2 467 837)
Ecarts d'acquisition - Valeur nette	3 353 744	0	0	0	3 353 744

4. ETAT DES CREANCES ET DETTES AU 31 DECEMBRE 2018

En €

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts, cautionnements et autres créances	308 282	60 669	247 613
Clients et comptes rattachés	14 148 019	14 148 019	
Fournisseurs avances et acomptes versés	6 365	6 365	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 901	4 901	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 976	5 976	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	229 715	229 715	
Etat, autres collectivités : créances diverses	664 385	664 385	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 197 325	2 197 325	
Impôts différés actifs	1 630 484	1 630 484	
Charges constatées d'avance	667 150	667 150	
Total Général	19 862 602	19 614 989	247 613

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible	7 500 000		7 500 000	
Autre emprunt obligataire	-			
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	626 093	626 093		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	449 022	143 963	305 060	
Emprunts et dettes financières divers	13 797	13 797		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-			
Fournisseurs et comptes rattachés	3 963 915	3 963 915		
Dettes fiscales et sociales	6 712 970	6 712 970		
Etat : impôt sur les bénéfices	411 651	411 651		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-			
Comptes courants passif				
Autres dettes	604 420	604 420		
Produits constatés d'avance	8 567 931	8 160 808	407 123	
Total Général	28 849 797	20 637 616	8 212 183	-

5. ACTIONS PROPRES DETENUES

Au 31 décembre 2018, la société détenait 33.613 actions propres détenues directement, comptabilisées à l'actif du bilan au cours historique pour 747.572 € et représentant 1.243.681 € au cours de clôture de l'exercice 2018. Ces actions représentent 63.865 € de capital en nominal.

Au cours de la période 15.442 actions ont été achetées à un cours moyen de 36,99€ et 14.722 actions ont été vendues à un cours moyen de 36,87€.

6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'un montant total de 3.147.969,40 € se compose à la clôture de l'exercice de 1.656.826 actions de 1,90 € de valeur nominale, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 septembre 2005 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 75.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 novembre 2008. Par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2005, la société a émis 10.250 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 15 novembre 2015. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 12,51 € par action. Au 30/06/2015, 2.075 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 3.942,50 €. Au 30/06/2015, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 4.725 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 4.725 options est de 8.977,50 €. Par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008, la société a émis 6.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 21 avril 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 2,84 € par action. Au 30/06/2016, 4.125 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 7.837,50 €. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, plus aucune autre option attribuée par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008 ne peut être exercée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution gratuite de 150.000 actions en faveur de ses salariés. Par décision du Conseil d'Administration du 21 décembre 2011, la société a attribué 5.000 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 11.618 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 3 janvier 2013, la société a attribué 20.625 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 87.924 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 02 janvier 2014, la société a attribué 12.813 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Compte tenu des salariés sortis, seules 5.000 actions ont été attribuées définitivement au terme de la période d'acquisition, durant l'exercice 2016 représentant une valeur de 96.275 euros. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des actions définitivement attribuées, plus aucune autre action gratuite attribuée par le Conseil d'Administration du 2 janvier 2014 ne peut être définitivement attribuée.

L'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2013 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 150.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 août 2016. Par le Conseil d'Administration du 03 décembre 2013, la société a émis 9.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 03 décembre 2023. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 17 € par action. Au 31/12/2018, 3.050 options au total ont été exercées dont 1.500 sur l'exercice 2018 qui ont donné lieu à une augmentation de capital en 2018 de 2850€. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 2.700 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 2.700 options est de 5.130 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 30.000 bons de souscription d'actions jusqu'au 26 décembre 2015. Par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014, la société a émis 7.500 bons de souscription d'actions exerçables jusqu'au 10 septembre 2024 à condition d'avoir été souscrits avant le 31 août 2015. Le prix de souscription unitaire de ces bons est fixé à 1,21 €. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 24,10 € par action. Au 30/06/2017, 7.500 bons ont été exercés pourront donner lieu lors de leur conversion à une augmentation de Capital Social potentielle de 14.250 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions ordinaires. En conséquence, le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 28 juillet 2016, faisant usage de la délégation susvisée, a décidé l'émission d'un emprunt obligataire en deux tranches, d'un montant nominal de sept millions cinq cent mille euros (7.500.000 €) moyennant l'émission de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) obligations convertibles d'une valeur nominale de quarante euros (40 €) chacune. Le Conseil d'Administration a décidé de réserver la souscription des 187.500 OC au profit des personnes et dans les proportions suivantes :

Au titre de la Première Tranche :

Porteurs d'OC	Nombre d'OC	Montant de la souscription (en €)
Isatis Développement 3	51.759	2.070.360
Conversion Funding, LLC	25.000	1.000.000
TOTAL	76.759	3.070.360

Au titre de la Seconde Tranche :

Porteurs d'OC	Nombre d'OC	Montant de la souscription (en €)
Isatis Antin FCPI 2013	7.242	289.680
Isatis Antin FCPI 2014	14.651	586.040
Isatis Expansion	26.348	1.053.920
FCPI Fortune Europe 2014	8.904	356.160
FCPI Objectif Europe	8.340	333.600
FCPI Fortune Europe 2015	14.328	573.120
FCPI Fortune Europe 2016-2017	21.210	848.400
FCPI InnovAlto	9.718	388.720
TOTAL	110.741	4.429.640

Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du code de commerce, cette émission emporte de plein droit, au profit des obligataires, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux 187.500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 40 euros (prime d'émission incluse) qui pourraient être émises sur conversion des OC,

Ces options ont été souscrites aux dates suivantes :

- la Première Tranche au 28 juillet 2016 ;
- la Seconde Tranche au plus tard le 7 septembre 2016.

Le contrat d'émission des obligations convertibles en date du 28 juillet 2016, prévoit une prime de non conversion égale à 4% par an capitalisée au premier janvier de chaque année. Compte tenu de la stratégie d'investissement exposée par les porteurs d'OC ci-dessus, la probabilité de la non conversion est considérée comme négligeable à fin décembre 2018, compte tenu des performances réalisées par la société. Le montant d'une telle prime n'a donc pas été comptabilisé à fin décembre 2018.

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires, étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourrait donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 50.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une, étant précisé que la somme (i) des actions susceptibles d'être émises ou acquises sur exercice des options attribuées en vertu de ladite résolution, et (ii) des actions qui seraient attribuées gratuitement en vertu de la huitième résolution de ladite assemblée ne pourra excéder 60.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une.

Par décision du Conseil d'Administration du 10 octobre 2016, la Société a émis 30.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 9 octobre 2026. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 25,10 € par action. Le Conseil d'Administration du 13 février a constaté la caducité de 30.000 options de souscription d'action, résultant de la renonciation définitive et irrévocable de l'attributaire à l'exercice des dites options. Au 31 décembre 2018, compte tenu de cette renonciation, plus aucune autre option attribuée par le Conseil d'Administration du 10 octobre 2016 ne peut être exercée.

Par décision du Conseil d'Administration du 23 juin 2017, la Société a émis 20.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 30 juin 2027. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 28,80 € par action.

Au 31 décembre 2018, 1.062 de ces options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 2.017,80 €. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 18.438 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 18.438 options est de 35.032,20 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2017 a approuvé l'acquisition de la société Knowesia par la Société et le Traité d'Apport conclu avec les Apporteurs. Dans le cadre de l'opération d'acquisition, l'Assemblée Générale Mixte a approuvé une augmentation de capital de 149.670,60 euros par voie d'émission de 78.774 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1,90 euros chacune, intégralement libérées et attribuées aux apporteurs en rémunération d'une partie de leur apport.

L'Assemblée Générale Extraordinaire 16 octobre 2017 a autorisé le Conseil d'Administration :

i. dans sa seconde résolution, à procéder en une ou plusieurs, fois, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre par la Société, au profit des membres du personnel salarié de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du code de commerce, ainsi qu'au profit des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées, étant précisé que le nombre total d'actions attribuées gratuitement par le conseil d'administration ne pourra jamais dépasser la limite globale de 10 % du capital existant de la Société à la date de décision de leur attribution,

ii. dans sa troisième résolution, à procéder à l'émission d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires, étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourrait donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 100.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une, étant également précisé que s'ajoutera à ce plafond le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions,

Par décision du Conseil d'Administration du 13 février 2018, la Société a émis 100.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 13 février 2028. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 32,40 € par action.

Au 31 décembre 2018, aucune de ces options n'ont été exercées et n'ont donné lieu à une augmentation de capital. Au 31/12/2018, 100.000 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 100.000 options est de 190.000,00 €.

7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Déc 2018

En €

Rubriques	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Autres réserves	Total capitaux propres
Situation au 31 Déc 2017	3 143 102	5 992 190	12 816	86 767	(3 451 713)	(11 470 043)	(5 686 881)
Affectation résultat n-1					3 451 713	(3 451 713)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	2 290 731		2 290 731
Augmentation de capital	4 868	51 218	-	-			56 086
Autres mouvements	-		-	-		-	-
Variation de l'écart de conversion			(654 531)			0	(654 531)
Situation au 31 Déc 2018	3 147 970	6 043 408	(641 715)	86 767	2 290 731	(14 921 756)	(3 994 595)

0

Déc 2017

Rubriques	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 31 Déc 2016	2 993 431	3 966 911	(1 811 827)	86 767	(2 806 013)	(8 664 030)	(6 234 761)
Affectation résultat n-1					2 806 013	(2 806 013)	-
Résultat de l'exercice					(3 451 713)		(3 451 713)
Augmentation de capital	149 671	2 025 279	-	-			2 174 950
Autres mouvements	-	-	-	-		-	-
Variation de l'écart de conversion			1 824 643				1 824 643
Situation au 31 Déc 2017	3 143 102	5 992 190	12 816	86 767	(3 451 713)	(11 470 043)	(5 686 881)

8. ECARTS DE CONVERSION

Conformément aux principes français en matière de comptes consolidés, les écarts de conversion actif et passif ont été comptabilisés en charges et produits financiers dans le résultat consolidé.

9. EMPRUNTS

La ventilation des emprunts par nature de taux d'intérêt est la suivante au 31 décembre 2018 :

En €	Au 31/12/2018	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles	7 500 000	7 500 000	
Autres emprunts obligataires	-		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 075 114	1 075 114	
<i>dont Concours bancaires courants</i>	2 071		
Autres emprunts et dettes assimilées	13 797	13 797	
TOTAL	8 588 911	8 588 911	-

Tous les emprunts (hors concours bancaires courant) sont libellés en euros

10. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En €	Début exercice	Variation de Périmètre/ Change	Dotations	Reprise / Reclassement	Fin exercice
Total Provisions Règlementées	-	-			-
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques	-	331	331 684	2197	329 818
Provisions pour pensions et obligations similaires	642 915	-	216 681	-	859 596
Provisions pour impôts	-	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total Provisions pour Risques et Charges	642 915	331	548 365	2 197	1 189 414
Provisions pour dépréciation des comptes de clients	126 291	9 591	75 274	50 403	160 753
Total Dépréciations	126 291	9 922	75 274	50 403	160 753

TOTAL GENERAL	769 206	9 922	623 639	52 600	1 350 167
----------------------	----------------	--------------	----------------	---------------	------------------

Dotations et reprises d'exploitation

610 976

50 403

Dotations et reprises financières

12 663

2 197

Dotations et reprises exceptionnelles

11. CREANCES ET DETTES REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Aucune créance ou dette n'est représentée par un effet de commerce au 31 décembre 2018.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires par activité et par zones géographiques :

Activité et répartition géographique	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Ventes de licences		
France	9 697 968	4 782 204
Etranger	4 774 094	2 166 804
Total	14 472 061	6 949 008
Services		
France	12 730 699	12 379 922
Etranger	10 195 900	9 423 219
Total	22 926 598	21 803 140
Total Chiffre d'affaires	37 398 660	28 752 148

Ventilation du chiffre d'affaires par nature :

Activité	Nature	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Ventes de Licences	Licences perpétuelles	3 770 180	2 719 185
	Licences renouvelables	10 701 881	4 229 823
	Sous-total ventes licences	14 472 061	6 949 008
Services	Maintenance	5 732 223	5 335 687
	Saas et hébergement	12 367 898	12 561 756
	Prestations de services	4 750 599	3 765 381
	Autres	75 878	140 317
	Sous-total services	22 926 598	21 803 140
Total Chiffre d'affaires		37 398 660	28 752 148

13. RESULTAT D'EXPLOITATION

Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique :

Répartition géographique du résultat d'exploitation	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
France	2 007 150	308 604
Filiales	667 575	(1 079 856)
Total	2 674 725	(771 252)

14. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

CHARGES FINANCIERES (en €)	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	12 429	0
Intérêts et charges assimilées	430 602	662 614
Différences négatives de change	16 352	1 598 953
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-
Total Charges financières	459 383	2 261 568

PRODUITS FINANCIERS (en €)	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Reprises, Provisions et transferts de charges	93 953	0
Autres intérêts et produits assimilés	43 563	29 180
Différences positives de change	616 505	16 624
Produits nets sur cessions de VMP	-	-
Total Produits financiers	754 021	45 804

TOTAL	294 638	(2 215 763)
--------------	----------------	--------------------

15. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES (en €)	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Autres charges exceptionnelles	482 944	968 000
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	11 126	15 004
VNC des immobilisations incorporelles cédées	-	-
VNC des immobilisations corporelles cédées	-	973
VNC des titres cédés	-	-
VNC d'autres éléments d'actifs cédés	-	-
Mali provenant du rachat d'actions propres	9 708	3 964
Dotation aux provisions exceptionnelles	0	-
Total Charges exceptionnelles	503 778	987 942

PRODUITS EXCEPTIONNELS (en €)	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Autres produits exceptionnels	351 303	4 309
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	62 286	16 225
Produits de cession de titres (conso)	-	-
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	-	-
Produits de cession d'immobilisations corporelles	150	-
Produits de cession de titres	-	-
Produits de cession d'autres éléments actifs	-	-
Boni provenant du rachat d'actions propres	60 621	33 581
Transfert de charges exceptionnelles	-	662 000
Total Produits exceptionnels	474 360	716 115

TOTAL	(29 418)	(271 826)
--------------	-----------------	------------------

16. IMPOTS DIFFERES

Nature	au 01/01/2018	Impact résultat	Impact réserves	Impact écart de change	au 31/12/2018
ACTIF					-
Différences temporaires	5 732	4 953			10 685
Provision indemnités départ retraite	180 016	60 671			240 687
Déficits fiscaux reportables	1 896 721	(517 609)			1 379 112
Autres	1 898	(1 898)			-
Frais acquisition titres de participation	29 984	(29 984)			-
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	2 114 351	(483 867)	-	-	1 630 484

Le taux d'imposition futur retenu par la société est de 28% en France. Le montant total des déficits reportables pour les entités situées en France est de 4.925.400 €.

17. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

17.1. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent pas de jetons de présence. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration ont représenté en totalité 1.109.951 € au 31 décembre 2018.

17.2. EFFECTIF

La situation de l'effectif au 31 décembre 2018 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Royaume Uni	Etats-Unis	Canada	Allemagne	TOTAL
Effectif au 31 décembre 2018	114	19	3	20	1	28	9	0	194
Effectif moyen 2018	98	18,4	3,2	14	1	28,3	9	0	172

La situation de l'effectif au 31 décembre 2017 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Royaume Uni	Etats-Unis	Canada	Allemagne	Knowesia	TOTAL
Effectif au 31 décembre 2017	90	20	3	12	1	29	9	0	14	178
Effectif moyen 2017	86	18,2	2,3	11	1	28,5	9	0	14	170

17.3. REMUNERATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les rémunérations des commissaires aux comptes constatées au titre de l'exercice 2018 dans les charges au titre des missions légales et des services complémentaires se répartissent par entité de la façon suivante :

En €	KPMG		AUDIT EUREX		MAZARS		DELOITTE	
	Mission légale	Autres Services	Mission légale	Autres services	Mission légale	Autres Services	Mission légale	Autres Services
EASYVISTA SA France	88 618	335	42 120					
EASYVISTA SA Portugal					7 500			
RIFT TECHNOLOGIES SA	3 015							
KNOWESIA							14 000	412

17.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

1. Nantissements :

€

• Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public	
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du CIC	220 000
• Nantissement du fonds de commerce en faveur de HSBC	120.000

Engagements reçus

1. Engagement de garantie

€

• Contre garantie BPI FRANCE sur prêt HSBC	60.000
• Caution	NEANT

2. Cautions données par d'autres personnes physiques

€

• Emprunts auprès des établissements de crédit	NEANT
--	-------